

L'INDÉPENDANCE

BELGE.

Edition du matin

Observatoire Royal.

15 octobre, à midi.

13^e jour de la lune.

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

INSERIONS (annonces ordinaires, 30 cent. la ligne, 1^{re} fois la ligne) payable d'avance (faits divers, corps de journal, 3 fr. la ligne).
 Pour les annonces de France, à adresser exclusivement à Paris, à M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 54, ou à MM. LAFITTE, BULLIER et C^{ie}, 8, place de la Bourse.
 Pour l'étranger, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASENSTEIN et VOGELER, à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lausanne; p^r l'Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock-Row, M. G. STREET, 20, Cornhill, E. C. M. FR. ALCAR, Clements Lane, 8, Lombard St.

Belgique: un numéro 20 centimes.

PAIX (Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année)
 (Province, 13 fr. par trimestre, 44 par année)
 (La France, 24 fr. par trimestre, 84 par année)
 (Allemagne, 18 fr. par trimestre, 60 par année)
 (Angleterre, 17 sh. par trimestre, 56 par année)
 (Autres pays, 12 fr. par trimestre, 40 par année)

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

B. MERCREDI

On s'abonne :

BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;
 PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;
 PARIS, HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 54;
 ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
 Haaseinstein et Vogler;
 LONDRES, Cowie and son, 2, St-Anne's Lane, Delany,
 Davies et C^{ie}, n° 1, Finch Lane, Cornhill, 1, Cecil St.
 Strand, Smith and son, 130, Strand; A. Maurice, 13,
 Tavistock Row; Aug. Siegle, 110, Leadenhall Street.
 AMSTERDAM, B. Eissendath, libraire;
 LA HAYE, Belinfante frères, libraires;
 ROTTERDAM, MM. Nijl et Van Duijn, libraires;
 LUXEMBOURG, au bureau de poste;
 ROME, Merle, libraire, place Colonna;
 GENÈVE, Crilovich, place de la Poste, 24;
 FLORENCE, Vieuxsue, cabinet littéraire;
 NAPLES, Deakon et Rocholl;
 MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière;
 CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire;
 SMYRNE, Decipis et C^{ie}, libraires.

BRUXELLES, 15 octobre.

REVUE POLITIQUE.

Le retour de M. Thiers de Paris à Versailles, qui devait s'effectuer jeudi prochain, est remis pour permettre au Président de recevoir ce même jour à sa table, à l'Élysée-Bourbon, les membres du nouveau conseil d'État. Mais l'ajournement ne sera pas de longue durée, d'une semaine au plus. M. Thiers vient de préparer un message à l'Assemblée, et pour la rédaction de ce document le calme de Versailles lui convient mieux que l'agitation de Paris.

Un journal parisien, le XIX^e siècle, annonce que M. Minghetti est attendu à l'Élysée et qu'il vient en France avec une mission particulière de son souverain. Cette mission serait à la fois commerciale et politique.

Le chef du cabinet hessois a exposé hier, à la Chambre des députés de Francfort, son programme politique, en faisant remarquer que ce programme avait été expressément approuvé par le grand-duc. On sait qu'à la suite des événements de 1866, le grand-duc avait été scindé, par la ligne du Mein, en deux parties, dont l'une, celle du Nord, avait été incorporée dans la nouvelle Confédération.

La guerre de 1870-1871 et la création de l'empire germanique a rendu à la Hesse son unité en la rattachant à l'Allemagne unie. Les nouveaux devoirs que cette situation impose au gouvernement sont d'accord avec les sympathies populaires. C'est dans ce sens que le nouveau cabinet veut administrer le pays et concourir à la grande tâche de l'unification de l'Allemagne. Il sera donc, avant tout, un ministère national. A l'intérieur, il suivra un programme libéral embrassant tous les progrès matériels et moraux. En ce qui concerne l'Église catholique, il tiendra à établir par des lois claires et précises les droits réciproques de l'État et de l'Église.

Cette profession de foi du nouveau ministre-président confirme ce que nous disions de M. Hoffmann, à son entrée au pouvoir. Il a dû en coûter beaucoup au grand-duc de souscrire à des principes pour lesquels il n'a jamais éprouvé de sympathie et de sacrifier à la fois ses tendances absolutistes et particularistes sur les bords de la grande patrie et des institutions constitutionnelles qui lui régissent.

Le ministre austro-hongrois, un instant si menacé, marche de succès en succès. Après le vote par la délégation cisleithane du crédit extraordinaire pour l'augmentation de l'effectif de l'armée, il a vu voter successivement les autres chapitres du budget de la guerre, sauf un certain nombre de petits retranchements insignifiants auxquels le général Kuhn a consenti de bonne grâce.

La délégation hongroise va plus vite en besogne. Elle a adopté, sans marchander le budget des finances, et celui des affaires étrangères, et a donné à cette occasion, par une déclaration expresse de sa commission, un éclatant témoignage de confiance à l'homme d'État, aujourd'hui le plus populaire de toute la monarchie austro-hongroise, au comte Andrássy. La délégation ne s'est pas même arrêtée aux explications, rien moins que concluant, par lesquelles le chancelier a prétendu justifier le maintien d'un ambassadeur près le Saint-Siège, et dans quelques jours sa tâche sera terminée.

Viendra alors le tour de la commission mixte choisie par les deux délégations d'Autriche et de Hongrie, qui aura à s'entendre sur les points où les deux assemblées sont en dissidence. On ne prévoit aucune difficulté de ce côté. La Chambre magyar, en votant l'Adresse en réponse au discours du trône, a admis un amendement relatif à l'accomplissement prochain des anciens et légitimes desirs de la Croatie et de la Slavonie et des pays de la couronne de Saint-Étienne.

La Chambre a prouvé par là qu'elle se prête volontiers à toutes les concessions raisonnables pour satisfaire les pays annexés de langue slave. Mais si les Hongrois parviennent à s'entendre avec les Croates, il ne paraît pas en être de même pour la Slavonie (Serbes, Sloènes, confins militaires, etc.), qui prennent aujourd'hui vis-à-vis de la Croatie une attitude analogue à celle que cette dernière nationalité a gardée si longtemps à l'égard des Magyars.

Dans le discours d'ouverture du Rigsdag danois, l'Assemblée a fort applaudi un passage où le Roi, tout en constatant que la question du Schleswig reste encore indécise, a cependant ajouté qu'il continuait à nourrir l'espoir d'une prochaine et satisfaisante solution. Quelques indices du côté de Berlin semblent, en effet, autoriser la supposition que l'Allemagne veut en finir avec ce sujet de discordance entre elle et le Danemark. Mais on attend que quelque chose, par un traité, le sort du Schleswig septentrional dont le traité de Prague a réservé les droits.

elle a consenti à régler provisoirement la situation des Schleswigois qui, après avoir opté pour le Danemark, étaient revenus dans leur pays d'origine soit pour y visiter leurs familles, soit pour y retrouver leurs anciens moyens d'existence. Les autorités allemandes avaient refusé à ces Danois, d'origine schleswigoise, le droit de séjour accordé à tous les autres étrangers. De là, des tracasseries et, par suite, des plaintes et réclamations continuelles. Pour porter remède à cet état de choses, une commission mixte, nommée par les deux gouvernements, a élaboré un projet d'arrangement que ces derniers ont approuvé l'un et l'autre par deux notes datées respectivement du 25 et du 27 septembre, cette forme de ratification ayant paru préférable à une convention régulière à passer entre eux.

Cet arrangement, publié à Copenhague le 7 de ce mois, par les soins du ministre des affaires étrangères, a de l'importance non-seulement pour le Schleswig, mais encore pour l'Alsace-Lorraine, où se produit une situation analogue, en ce sens qu'il crée un précédent et marque les dispositions du gouvernement allemand, relativement à ses conquêtes. Voici les dispositions les plus marquantes des nouveaux principes adoptés.

Les individus qui ont émigré après avoir opté pour leur ancienne patrie et qui ont acquis des droits civils et un domicile dans le Danemark peuvent retourner dans le Schleswig et y séjourner comme tous les autres étrangers. Ils y seront soumis aux lois ordinaires, sans être exposés à des persécutions. Le même bénéfice sera accordé à ceux qui auraient émigré après avoir reçu l'ordre de se rendre sous les drapeaux prussiens, pourvu qu'avant le délai mis à l'option ils aient fait connaître leur intention de rester danois et acquis des droits civils en Danemark.

D'un autre côté, ceux qui n'ont pas rempli les conditions formelles de l'option, c'est-à-dire l'émigration avec acquisition d'un domicile en pays étranger, ou qui se sont soustraits par la fuite à leurs obligations militaires, ne pourront retourner dans le Schleswig sans s'exposer à être punis selon les lois du duché. Ils sont regardés comme des réfugiés prussiens et sont soumis aux persécutions de leurs actes et délits.

La Correspondance scandinave, à laquelle nous empruntons ces informations, ajoute que le gouvernement prussien s'est montré très-libéral dans l'application des principes de l'arrangement aux cas spéciaux soumis à son appréciation. Aussi le résultat obtenu a-t-il été reçu en Schleswig avec une satisfaction générale. Les chicanes et les persécutions des autorités locales contre les jeunes gens qui avaient opté pour le Danemark, ayant beaucoup contribué au mécontentement de la population danoise du duché.

La seconde Chambre des Pays-Bas discute depuis plusieurs jours un important projet de loi qui a été soumis par M. Fransen van Putte, pour la réforme des tarifs très-protecteurs qui sont encore en vigueur dans les colonies néerlandaises aux Indes. Cette réforme qui consiste à supprimer les droits différentiels et à établir sur les marchandises importées des taxes fiscales réduites à 6 p. c. de la valeur est surtout combattue par les députés de quelques districts industriels qui redoutent l'effet de la concurrence étrangère sur le marché indien.

Leur opposition ne serait pas bien dangereuse, s'ils n'avaient pas pour alliés quelques conservateurs tels que MM. Van Zuylen et van Heemskerck, qui soutiennent le principe de la loi projetée ou de l'opportunité de son application, que des opinions politiques de son auteur. En effet, à leurs yeux, le ministre des colonies a le droit de joindre à de grandes capacités des opinions libérales très-avancées. Lui infliger un échec compenserait un peu le déplaisir que leur cause sa présence aux affaires. Mais cette satisfaction leur sera refusée par M. Fransen van Putte, soutenu par son collègue, le ministre des finances, et plusieurs députés qui connaissent bien les besoins des colonies, a vaillamment défendu son projet de loi et il n'y a pas de doute à concevoir son adoption finale.

L'insurrection qui a éclaté au Ferrol ne s'est pas étendue, mais elle n'est point encore réprimée. Les autorités militaires de la localité ne veulent attaquer les positions des rebelles que lorsqu'elles auront sous la main tous les renforts nécessaires pour une complète répression. Les insurgés, retranchés dans l'arsenal, ont essayé par deux fois de s'emparer de la frégate *les Asturias*, qui les garde du côté de la mer. Ces tentatives ont échoué. D'après les dépêches officielles de Madrid, ils seraient découragés et incapables d'une résistance sérieuse lorsque l'heure de la lutte sera venue.

Le gouvernement monténégrin, impuissant à faire les honneurs de la bataille, elle le Danemark, mais en attendant qu'elle fixe, par un traité, le sort du Schleswig septentrional dont le traité de Prague a réservé les droits, il a tenté de faire passer la question de la frontière entre le Danemark et le Schleswig à la Commission mixte d'arbitrage. Cette Commission, qui se compose de représentants des deux gouvernements, a été chargée de régler la question de la frontière entre le Danemark et le Schleswig. Elle a tenu plusieurs séances, mais elle n'a pu encore se mettre d'accord sur la question de la frontière. Elle a cependant émis quelques propositions, mais elles ont été rejetées par les deux gouvernements. Elle a donc été chargée de continuer ses travaux.

Le gouvernement monténégrin, impuissant à faire les honneurs de la bataille, elle le Danemark, mais en attendant qu'elle fixe, par un traité, le sort du Schleswig septentrional dont le traité de Prague a réservé les droits, il a tenté de faire passer la question de la frontière entre le Danemark et le Schleswig à la Commission mixte d'arbitrage. Cette Commission, qui se compose de représentants des deux gouvernements, a été chargée de régler la question de la frontière entre le Danemark et le Schleswig. Elle a tenu plusieurs séances, mais elle n'a pu encore se mettre d'accord sur la question de la frontière. Elle a cependant émis quelques propositions, mais elles ont été rejetées par les deux gouvernements. Elle a donc été chargée de continuer ses travaux.

Le gouvernement monténégrin, impuissant à faire les honneurs de la bataille, elle le Danemark, mais en attendant qu'elle fixe, par un traité, le sort du Schleswig septentrional dont le traité de Prague a réservé les droits, il a tenté de faire passer la question de la frontière entre le Danemark et le Schleswig à la Commission mixte d'arbitrage. Cette Commission, qui se compose de représentants des deux gouvernements, a été chargée de régler la question de la frontière entre le Danemark et le Schleswig. Elle a tenu plusieurs séances, mais elle n'a pu encore se mettre d'accord sur la question de la frontière. Elle a cependant émis quelques propositions, mais elles ont été rejetées par les deux gouvernements. Elle a donc été chargée de continuer ses travaux.

Montenegro, que ce pays n'est qu'une province de l'empire ottoman et que tout ce qui la concerne est d'ordre intérieur, de sorte que le gouvernement du Sultan a seul le droit de s'en occuper. S'il faut en croire une feuille de Pesth, la Porte serait disposée à passer l'éponge sur les écarts, sauvages de montagnards noirs, mais elle insisterait sur une large indemnité pour les victimes, espérant que cette amende servirait de leçon pour l'avenir. Le Sénat de Cetinje aurait répondu, comme Pie IX, par un non possumus. Reste à voir, si, cette fois encore, la Porte se montrera magnanime, ou si quelque puissant protecteur aidera le Montenegro à payer son amende.

MM. H. D. Raeymakers et Em. Dusart viennent de publier l'exposé d'un projet de voies de communication directe entre le haut de la ville vers le bas.

Ce projet concerne le Montego de la Cour. Les auteurs estiment que le redressement et l'élargissement de cette rue entraîneraient une dépense colossale et froisseraient une foule d'intérêts privés sans résultats bien satisfaisants.

Ils renoncent donc à faire partir de la place Royale les communications du haut de la ville vers le bas.

Ils prennent pour point de départ la jonction de la rue Royale avec la place des Palais, au coin du Parc.

De là, ils dirigent vers le bas de la ville deux voies nouvelles.

La première, presque parallèle à la Montagne de la Cour, coupe les rues Villa-Hermosa, Ravenstein, Notre-Dame, la rue de la Croix-Blanche et la petite rue des Trois-Têtes, pour aboutir au Carstenstein, en face de la rue Saint-Jean. Le coin de la rue de la Madeleine et du Carstenstein (librairie Claessen) disparaît pour rendre la communication directe entre la voie nouvelle et la rue Saint-Jean, qui naturellement resterait intacte. Cette voie nouvelle aurait un développement de 318 mètres; la pente serait de 0,0629. La pente moyenne de la Montagne de la Cour est de 0,0678.

Au delà de la place Saint-Jean une autre voie, longue de 180 mètres, traverserait le pâté de maisons qui se trouve entre la rue du Chêne et la rue de la Victoire, et déboucherait dans la rue de l'Étoile, en face de la rue du Lombard. Cette rue qui donnerait une issue à l'impasse des Vaux et répandrait un peu d'air derrière les bureaux du *Journal de Bruxelles*, aurait une pente de 48 millimètres par mètre. La pente moyenne de la rue du Chêne, presque parallèle, est de près de 54 millimètres.

La voie nouvelle vers la station du Nord est la partie la plus importante de ce projet, qui supprime la rue Terarken et la remplace par une rue partant de la rue des Sols et traversant l'ancien athlète pour aller rejoindre la rue Isabelle, dont le fond serait également supprimé.

La grande artère destinée à relier le quartier du Parc à la station du Nord se dirige d'abord en courbe puis en ligne droite jusqu'à la place de la Chancellerie; de là en courbe et contre-courbe, coupant la rue des Paroissiens, jusqu'au parvis Sainte-Gudule, coin de la rue du Marquis. Elle reprend son tracé au coin de la rue de la Collégiale, coupe la rue de Berlaumont, traverse en oblique les terrains Adan, enfonce le coin de la rue des Comédiens et de la rue des Boileux, et file jusqu'au boulevard Botanique, en passant par des ponts sur la rue du Persil, la rue aux Choux et la rue de la Blanchisserie. Elle déplace la rue du Canon, et se met en communication avec la rue du Marais et la rue Neuve, par deux rues de douze mètres de largeur.

Une grande partie de cette voie est en remblai. La chaussée serait établie sur voûtes. « Trois voûtes longitudinales portent la voie, des voûtes transversales portent les maisons qui longent la rue nouvelle; les différents compartiments ainsi formés communiquent entre eux à volonté, et ont leur décharge de part et d'autre dans une galerie largement éclairée et éclairée par des ouvertures. Ces galeries viennent aboutir dans les caves des ponts, sur la voie publique.

Ce projet, disent les auteurs du projet, a déjà reçu plusieurs applications, notamment dans la construction des nouveaux quais de la Tamise et dans le prolongement de Holborn vers New-Gate-street, à Londres.

L'exécution de ce projet, que nous résumons sous réserve de notre appréciation, entraine la construction de sept ponts, dans les caves desquels seraient aménagés des escaliers, donnant accès de la rue supérieure à la rue inférieure.

Le *Nederlandsche Bond* d'Anvers s'est réuni vendredi soir, au local de l'*Hoffen-Meer*, pour discuter

le projet de création d'établissements maritimes sur la rive gauche.

Le projet de la Société Générale a été combattu par M. Gerrits et par plusieurs autres membres de l'Assemblée qui a fini par renvoyer la question à l'examen du comité du Bond, avec mission de rechercher au plus tôt les moyens de s'opposer à l'exécution du projet.

Retrêe des cours et tribunaux, à Bruxelles.

AUDIENCES SOLENNELLES.

Aujourd'hui 15 octobre a eu lieu, à Bruxelles, la rentrée des cours et tribunaux ayant leur siège dans la capitale. Les chambres du tribunal de 1^{re} instance ont repris leurs travaux, sans cérémonie, comme toujours.

A onze heures précises, la cour de cassation-chambres réunies, s'est réunie en audience publique et solennelle dans sa grande salle d'honneur, sous la présidence de M. le baron de Crassier, premier président. La cour était au complet.

Le siège du ministère public était occupé par M. Ch. Faider, procureur général, ayant à ses côtés MM. Cloquet, premier avocat général, et Mesdach de Trochie, avocat général. M. Marchand, greffier en chef, MM. Pétiau et Wauters, greffiers, occupaient également leur siège respectif.

M. le procureur général a prononcé le discours de rentrée. Il a d'abord rendu un éclatant hommage à la mémoire de M. De Cuyper, éminent conseiller honoraire que la cour suprême a perdu dans le courant de l'année judiciaire écoulée. La mort de M. De Cuyper, a dit M. Faider, est une grande perte pour la justice, et son nom restera comme une des gloires de la magistrature belge.

L'honorable procureur général avait choisi pour texte de sa allocution la question sociale. Il s'est occupé des graves, et aux tendances de certaines écoles socialistes il a opposé les principes de l'économie politique. Ce discours sera probablement imprimé. Nous en attendons la publication pour en donner une analyse plus complète.

M. le premier président a déclaré que la cour s'associait de tout cœur au bel éloge de M. De Cuyper, qu'elle avait écouté avec le plus vif intérêt le discours si remarquable de M. le procureur général, discours qui sera transmis au plumeau de l'audience.

M. le baron de Crassier a déclaré ensuite que la cour avait repris ses travaux.

A midi, la cour d'appel de Bruxelles, toutes chambres réunies, également en audience solennelle et publique, s'est assemblée sous la présidence de M. Gérard, premier président.

M. Delecoeur, procureur général, les avocats généraux et substituts étaient présents, de même que M. De Roissart, greffier en chef et des greffiers adjoints.

Le discours de rentrée du procureur général avait pour sujet la nouvelle législation sur le cumul des peines, dont il a fait voir tous les vices et qu'il considère comme inférieure à l'ancienne législation concédée par l'art. 265 du code d'instruction criminelle stipulant qu'en cas de concours de plusieurs crimes et délits la peine la plus forte sera seule appliquée. Or, l'art. 60 du code pénal belge de 1867 exige l'application d'une peine pour chaque fait délictueux. L'expérience se joint à la raison pour démontrer que l'ancien système était infiniment préférable au nouveau, et M. le procureur général a émis le vœu de voir reviser la loi. Aujourd'hui, la clémence royale, sollicitée souvent par le procureur général lui-même, est obligée de réparer la rigueur forcée de la justice, par suite de la défectuosité du nouveau régime du cumul des peines.

Conformément aux prescriptions de la loi sur l'organisation judiciaire, M. Delecoeur a rendu compte de la manière dont la justice avait été administrée dans le cours de l'année judiciaire expirée. Généralement cette administration a été très-satisfaisante. M. le procureur général s'est étendu assez longuement sur la statistique des travaux des tribunaux inférieurs du ressort et de la cour. Il a signalé les causes principales de l'arriéré tant en matière correctionnelle qu'en matière civile et a émis le vœu de voir apporter un prompt remède à ce déplorable état de choses.

M. le premier président a ajouté quelques mots au discours de M. le procureur général au sujet de l'arriéré.

La cour a reçu la prestation de serment des magistrats du ressort nouvellement nommés ou promus. M. Dolez, vice-président, et De Roissart, juge au tribunal de première instance de Mons; les magistrats consulaires des tribunaux de commerce du ressort de la cour, récemment institués; enfin, des jeunes docteurs en droit, nouvellement diplômés.

Actes officiels. (Extraits du *Moniteur*.)

— **ORDRE JUDICIAIRE.** — Par arrêté royal du 12 octobre, le sieur De Roissart (A.), avocat, juge suppléant au tribunal de première instance de Bruxelles, est nommé juge au tribunal de première instance de Bruxelles, en remplacement du sieur Dolez, appelé à d'autres fonctions.

— **PRÉFECTURE.** — Par arrêté royal du 10 octobre, le sieur Van Bever, membre de la commission administrative de la maison de sûreté-cellulaire, à Anvers et Vaux (E.), avocat en ladite ville, sont nommés : le premier, vice-président et le second, membre de ce conseil, en remplacement du sieur Vanderlinden, dont la démission est acceptée.

— **ÉCOLE MOYENNE DE L'ÉTAT, A MALINES.** — Par arrêté royal, en date du 9 octobre, le sieur Andrieu (J.) est nommé, dans le sein du conseil communal, membre du bureau administratif de l'école moyenne de l'État, à Malines, en remplacement du sieur Verhaegen (L.), nommé échevin.

— **EMPRUNTS COMMUNAUX.** — Un arrêté royal du 9 octobre approuve la délibération du conseil communal de l'arrondissement de l'État, autorisant d'emprunter, par l'entremise de la Société du Crédit communal, une somme de 200,000 fr., destinée à l'exécution de travaux d'utilité publique.

— **COMMUNICATIONS ET AVIS DIVERS.** — La *MESSAGERIE EXPRESS*, 92, rue du Midi, à Bruxelles, — 14, rue Mazagran, à Paris, — se charge du transport des échantillons, notes, valeurs, espèces, papiers d'affaires et colis de toute nature en grande et petite vitesse. — Dégagements du mont-de-piété. — Commission. — Agence en douane.

— Caoutchouc et waterproof, 7 et 8, place St-Gudule, et 32, rue des Paroissiens.

— Pachas et alpages anglais, Marché-au-Bois, 8.

Comédie française. Les Enfants sont montés avec les soins et la conscience que la direction des Galeries apporte à toutes les nouveautés qu'elle monte. — THÉÂTRE ROYAL DU PARC. — Ce soir, et pour l'une des dernières représentations des artistes du Palais-Royal, spectacle renouvelé et des plus attrayants.

Demain, sans remise, première représentation de *l'Élection*, la comédie en trois actes de MM. Meilhac et Halévy, qui obtient en ce moment à Paris un si vif succès.

Nécrologie.

M. Brugeret, rédacteur en chef du *Zéphyrus*, de Philippeville, vient de mourir. C'est lui qui avait d'abord poursuivi en cour d'assises par le général Desvaux, pour un article reproduit dans son journal, et qui a été acquitté par le jury de Constantinople. Les cris viennent de faire une perte sensible. Pierre Roch Vigneron, peintre d'histoire, élève de Gautherot, dont il avait épousé la fille, est mort samedi dernier à l'âge de 83 ans; il eut aussi pour maître David et Gros. On lui doit un très-grand nombre de portraits d'honnêtes hommes et d'artistes célèbres, ainsi que divers tableaux qui ont obtenu leur temps un brillant succès. Il faut citer surtout le *Convoi du pauvre* (1819), l'*Exécution militaire* (1824), le *Soldat laborieux*, l'*Ami au métier*, les *Héritiers* (1833), etc. Vigneron fut décoré de la Légion d'honneur en 1854, après avoir reçu, à diverses expositions, un très-grand nombre de médailles.

— **COMMUNICATIONS ET AVIS DIVERS.** — La *MESSAGERIE EXPRESS*, 92, rue du Midi, à Bruxelles, — 14, rue Mazagran, à Paris, — se charge du transport des échantillons, notes, valeurs, espèces, papiers d'affaires et colis de toute nature en grande et petite vitesse. — Dégagements du mont-de-piété. — Commission. — Agence en douane.

— Caoutchouc et waterproof, 7 et 8, place St-Gudule, et 32, rue des Paroissiens.

— Pachas et alpages anglais, Marché-au-Bois, 8.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'*Indépendance*.)

Paris, 14 octobre.

Bien que les journaux bonapartistes se soient interrompus dans leurs relations du voyage du prince Napoléon, on continue à en parler et on en rapporte quelques détails assez curieux. Le château de Millemont a joué décidément le rôle de celui de Fontenay-le-Comte en 1814, et le prince Napoléon y a fait ses adieux solennels; on avait choisi pour l'archevêque M. Clément, un commissaire de police à qui on attribuait des sentiments impérialistes, et dont, en effet, les feuilles de l'empire étaient des antécédents qui paraissent le prouver. Le gendarme qui escortait ce magistrat si embarrassé était lui-même frère d'un garde-chasse de M. Maurice Richard, et n'était pas plus à son aise que M. Clément.

M. Rouher avait demandé à accompagner le prince, dans le train prospecteur, ce qui lui a été concédé; seulement l'ex-vice Empereur ayant voulu fixer à Brunay le terme de son voyage de congé-départ, il lui a été répondu que les premiers arrêts du train ne pouvaient se faire avant Melun et c'est de là que M. Rouher a dû reprendre la route de Gergny. Avant de quitter le château, M. Rouher s'est écrié que la mesure arbitraire prise contre le prince Napoléon était la perte de M. Thiers. Quand on songe à tout ce que l'empire a pu commettre, impunément, de monstruosités, d'illégalités, jusqu'à jour où il a succombé, non pas tant encore sous ses crimes que sous ses fautes, on se demande comment J. Rouher peut croire qu'une demi-illégalité peut ébranler un gouvernement qui a rendu presque autant de services à la France que le régime issu du 2 décembre lui a causé de désastres. Il paraît, du reste, que le but du voyage du prince était bien positif, sinon une conspiration, tout au moins des manœuvres et des intrigues tendantes à ramener le régime déchu. Mais ce fait inhérent à la personnalité du prince, et puisqu'aucun titre légal ne lui interdit le séjour en France, pour l'expulser il eût fallu attendre du moins que ces manœuvres se tradussent par un commencement d'exécution.

Le comte Vimeux, dont on a annoncé l'interpellation officielle en cette affaire, ne s'en est mêlé absolument qu'en ce qu'il pouvait intéresser la princesse Clotilde, fille de son souverain. On assure qu'il a été question samedi, en conseil des ministres, du projet de loi qui interdirait l'entrée de la France à la famille Bonaparte. Mais on a jugé, non sans raison, que la gauche saisi cette occasion pour demander que la loi de banissement s'étendît aux membres de toutes les familles qui ont régné sur la France, ce qui ne serait pas accepté par la droite, déjà peut-être assez peu disposée aujourd'hui pour la proscription des Napoléon. En cet état de choses, il est certain que le gouvernement ne prendra pas l'initiative d'un projet semblable et qu'il

se fera attendre. M. Rouher avait demandé à accompagner le prince, dans le train prospecteur, ce qui lui a été concédé; seulement l'ex-vice Empereur ayant voulu fixer à Brunay le terme de son voyage de congé-départ, il lui a été répondu que les premiers arrêts du train ne pouvaient se faire avant Melun et c'est de là que M. Rouher a dû reprendre la route de Gergny. Avant de quitter le château, M. Rouher s'est écrié que la mesure arbitraire prise contre le prince Napoléon était la perte de M. Thiers. Quand on songe à tout ce que l'empire a pu commettre, impunément, de monstruosités, d'illégalités, jusqu'à jour où il a succombé, non pas tant encore sous ses crimes que sous ses fautes, on se demande comment J. Rouher peut croire qu'une demi-illégalité peut ébranler un gouvernement qui a rendu presque autant de services à la France que le régime issu du 2 décembre lui a causé de désastres. Il paraît, du reste, que le but du voyage du prince était bien positif, sinon une conspiration, tout au moins des manœuvres et des intrigues tendantes à ramener le régime déchu. Mais ce fait inhérent à la personnalité du prince, et puisqu'aucun titre légal ne lui interdit le séjour en France, pour l'expulser il eût fallu attendre du moins que ces manœuvres se tradussent par un commencement d'exécution.

Le comte Vimeux, dont on a annoncé l'interpellation officielle en cette affaire, ne s'en est mêlé absolument qu'en ce qu'il pouvait intéresser la princesse Clotilde, fille de son souverain. On assure qu'il a été question samedi, en conseil des ministres, du projet de loi qui interdirait l'entrée de la France à la famille Bonaparte. Mais on a jugé, non sans raison, que la gauche saisi cette occasion pour demander que la loi de banissement s'étendît aux membres de toutes les familles qui ont régné sur la France, ce qui ne serait pas accepté par la droite, déjà peut-être assez peu disposée aujourd'hui pour la proscription des Napoléon. En cet état de choses, il est certain que le gouvernement ne prendra pas l'initiative d'un projet semblable et qu'il

se fera attendre. M. Rouher avait demandé à accompagner le prince, dans le train prospecteur, ce qui lui a été concédé; seulement l'ex-vice Empereur ayant voulu fixer à Brunay le terme de son voyage de congé-départ, il lui a été répondu que les premiers arrêts du train ne pouvaient se faire avant Melun et c'est de là que M. Rouher a dû reprendre la route de Gergny. Avant de quitter le château, M. Rouher s'est écrié que la mesure arbitraire prise contre le prince Napoléon était la perte de M. Thiers. Quand on songe à tout ce que l'empire a pu commettre, impunément, de monstruosités, d'illégalités, jusqu'à jour où il a succombé, non pas tant encore sous ses crimes que sous ses fautes, on se demande comment J. Rouher peut croire qu'une demi-illégalité peut ébranler un gouvernement qui a rendu presque autant de services à la France que le régime issu du 2 décembre lui a causé de désastres. Il paraît, du reste, que le but du voyage du prince était bien positif, sinon une conspiration, tout au moins des manœuvres et des intrigues tendantes à ramener le régime déchu. Mais ce fait inhérent à la personnalité du prince, et puisqu'aucun titre légal ne lui interdit le séjour en France, pour l'expulser il eût fallu attendre du moins que ces manœuvres se tradussent par un commencement d'exécution.

Le comte Vimeux, dont on a annoncé l'interpellation officielle en cette affaire, ne s'en est mêlé absolument qu'en ce qu'il pouvait intéresser la princesse Clotilde, fille de son souverain. On assure qu'il a été question samedi, en conseil des ministres, du projet de loi qui interdirait l'entrée de la France à la famille Bonaparte. Mais on a jugé, non sans raison, que la gauche saisi cette occasion pour demander que la loi de banissement s'étendît aux membres de toutes les familles qui ont régné sur la France, ce qui ne serait pas accepté par la droite, déjà peut-être assez peu disposée aujourd'hui pour la proscription des Napoléon. En cet état de choses, il est certain que le gouvernement ne prendra pas l'initiative d'un projet semblable et qu'il

se fera attendre. M. Rouher avait demandé à accompagner le prince, dans le train prospecteur, ce qui lui a été concédé; seulement l'ex-vice Empereur ayant voulu fixer à Brunay le terme de son voyage de congé-départ, il lui a été répondu que les premiers arrêts du train ne pouvaient se faire avant Melun et c'est de là que M. Rouher a dû reprendre la route de Gergny. Avant de quitter le château, M. Rouher s'est écrié que la mesure arbitraire prise contre le prince Napoléon était la perte de M. Thiers. Quand on songe à tout ce que l'empire a pu commettre, impunément, de monstruosités, d'illégalités, jusqu'à jour où il a succombé, non pas tant encore sous ses crimes que sous ses fautes, on se demande comment J. Rouher peut croire qu'une demi-illégalité peut ébranler un gouvernement qui a rendu presque autant de services à la France que le régime issu du 2 décembre lui a causé de désastres. Il paraît, du reste, que le but du voyage du prince était bien positif, sinon une conspiration, tout au moins des manœuvres et des intrigues tendantes à ram

uns prenant des congés en se faisant mettre en dispo-
nibilité jusqu'à des temps meilleurs, les autres, plus
impudents, reniant tout commencement de la veille;
d'autres enfin, les plus cyniques, — et parmi eux
Vilmar, le chef religieux de la clique, — saluant l'ère
nouvelle de ses acclamations, blâmant l'esprit étroit
du régime déchu et se disant plus dévoués aux inté-
rêts et aux droits du peuple que ses plus anciens,
ses plus loyaux, ses plus éprouvés défenseurs. Mais
à quoi bon insister sur ces honteuses palinodies!
Elles sont de tous les temps et de tous les pays.

Quant à leur prince, les Hessois le gardèrent;
preuve surabondante de la modération de leur es-
prit, du calme de leur tempérament, de leur attachement
aux choses du passé. La révolution, dont les flots à
cette époque menaçaient de submerger toutes les
trônes d'Allemagne, avait espéré un tout autre
résultat. Déjà des bandes armées, venues de la
Hesse rhénane, du Palatinat et de Bade, s'étaient
concentrées à Hanau; elles comptaient, grâce à la
chute de l'Électeur, faire de l'électorat une des citadelles
du mouvement. Les Hessois se contentèrent
d'exprimer leur vœux par des adresses très-sou-
mises. Ils acceptèrent comme des concessions suffisantes
l'éloignement de leurs anciens persécuteurs et
l'installation d'un ministre réformateur.

Cette modification leur coûta cher. A peine l'adminis-
tration nouvelle avait-elle eu le temps de faire
adopter une Constitution plus libérale que celle de
1831, de garantir par quelques lois les droits de la
représentation nationale, de la presse, des tribunaux,
des fonctionnaires publics, que déjà l'Électeur
mettait à profit le courant de réaction qui commençait
à se dessiner par toute l'Allemagne. Jouant la Prusse,
qui inclinait vers le régime pléiste de Mantouffier
pour aboutir aux humiliations d'Olmütz, il renvoya,
au mois de février 1832, le cabinet Eberhard et rap-
pela aux affaires Hassenpflug, de triste mémoire,
avec le mandat formel de le débarrasser de tout ce
qui, de près ou de loin, pouvait lui rappeler la révo-
lution de 1848 et même celle de 1831.

On sait comment Hassenpflug justifia la confiance
de son souverain. Ses actes appartenaient à l'histoire
contemporaine, mieux connue de nos lecteurs que
les faits que j'ai rappelés. Qu'il me suffise de consi-
gner ici qu'il qu'à une lutte prolongée, l'armée
chargée d'exécuter les volontés du prince préféra
restor fidèle à la Constitution (1), ou la magistrature
donna de non moins nobles exemples, le pays dut
subir une exécution fédérale et une occupation mili-
taire austro-bavaroise qui fut un des plus grands
scandales de l'époque. Cette occupation et l'état de
guerre qu'elle comportait ne cessèrent complètement
qu'à la fin de 1832. Pendant plusieurs mois, plus de
80 mille hommes furent nourris et logés par une po-
pulation peu aisée. Des provinces entières furent
écrasées de réquisitions. Je passe sous silence les
persécution odieuses exercées contre des citoyens
coupables d'être restés fidèles à leurs devoirs et
des mesures destinées systématiquement à pou-
sser le peuple aux dernières limites de l'abaissement
par l'effroi et la terreur.

C'est ainsi que des juges, des magistrats mili-
taires furent traités devant des conseils de guerre,
non pas pour avoir protesté contre les actes de
l'autorité, mais parce qu'ils refusaient, les uns
de juger dans le sens des ordres du gouverne-
ment, les autres de signer des Adresses recom-
mandant la légitimité du coup d'État. Le premier
bourgeois de la ville de Cassel, M. Hartwig, qui
hébérgeait pendant plusieurs mois, dans son modeste
appartement, une troupe de 35 soldats bavarois in-
stallés chez lui comme garnisons. Un autre con-
seiller communal, le docteur Philipp, fut abandonné
sa position et se réfugia à l'étranger pour soustraire
sa famille aux brutalités de la soldatesque. Et il
ne fut pas seul à prendre ce parti désespéré.

A qui aboutirent toutes ces violences, toutes ces
iniquités? A créer un état de choses qui ne put être
pas se soutenir par ses propres ressources. L'occu-
pation étrangère durait encore, la loi maritale pesait
encore sur le pays que déjà l'opposition renais-
sant dans une Diète triée, tout comme l'ancien Corps
législatif de France, selon le cœur du souverain, que
la presse reléguait la voix, que Hassenpflug, impu-
sant et usé, cédait la place à Scheffer et Scheffer
à Aden, de toutes parts, même à la Diète de
Frankfurt, des hommes d'État déclarèrent intolérable
et impossible le régime de mort qui régnait à Cassel,
régime dont le silence n'était troublé que par les gé-
missements des opprimés et le bruit des coups de
bâton que l'Électeur, dans son intimité, distribuait
d'une main libérale à ses valets et mis ses officiers.

Est-il étonnant qu'après tant d'épreuves les Hessois
aient reçu, en 1866, les Prussiens à bras ouverts,
regardant l'électeur parti parti pour l'Autriche, et qu'au-
jourd'hui encore, ils soient en eux des libéraux?
De quoi se plaindraient-ils? Ils sont débarrassés
d'une dynastie et d'un prince qui était une honte
pour son pays et pour son époque; ils se remettent
de leurs blessures; leur justice, leur administration
fonctionnent honnêtement; les lois, respectées par
les autorités, leur assurent sinon toutes les libertés
qu'ils voudraient désirer, du moins plus qu'ils n'o-
saient en espérer au temps de leur abaissement.
L'agriculture est prospère, la grande industrie naît,
de nouvelles entreprises se fondent, l'activité ma-
tiérielle n'a jamais été plus grande; à Hanau, les bras
sont rares; à Cassel, qui n'était qu'un village à pré-
tentions gréffé sur une misérable petite ville au
quatrième siècle, tout un quartier est sorti du
terre pendant l'occupation prussienne, et chaque jour
voit s'accroître, avec le nombre des maisons, la va-
leur des propriétés. A cette augmentation de richesses
correspond, comme toujours, le développement
des libertés publiques. La presse n'est plus entravée
par la censure; le droit de réunion peut s'exercer sans
avoir à compter avec la surveillance d'une police tracas-
sière; les communes, comme les citoyens, ont
reconnus leur indépendance, leur liberté d'action;
elles peuvent se faire administrer par leurs magis-
trats élus; enfin, le peuple se gouverne lui-même,
dans la mesure admise pour les autres provinces de
la monarchie, par des députés au Landtag, à l'Abgeordneten et au Herrenhaus de Berlin, au Reichs-
tag de l'Empire. Sans doute, le communal Landtag
est encore une représentation de classes et d'or-
dres; on y voit siéger non pas les députés de
la province élus par tous les citoyens sans dis-
tinction d'origine, mais les chefs des familles no-
bles et princières en vertu de leur naissance, les
députés de l'université, les élus des contribuables les
plus imposés, ceux des villes et ceux des bailliages;
mais le spectacle du même morcellement d'intérêts, mais
le moins l'Abgeordnetenhaus procède de l'ensemble
de la population, quoique par le suffrage à deux
degrés, et le Reichstag, dont l'organisation finira
par s'imposer à toutes les autres représentations,
en soit une émanation plus directe encore, sans dis-
tinction de rang, de naissance, de fortune ou de po-
sition, voire même de culture intellectuelle.

Si donc la Hesse, comme les autres parties de la
monarchie prussienne, ne jouit pas encore de la
plénitude de sa vie constitutionnelle, si le prestige de
la royauté, les forces dont elle dispose y restreignent
encore, dangereuse une lutte éventuelle pour
sauvegarder des droits populaires, du moins, on doit
reconnaître qu'elle possède les instruments néces-
saires pour arriver à un juste équilibre entre l'autorité
royale et les volontés de la nation. Cela suffit, pour
le moment, au bonheur des Hessois, et les hommes
qu'elle charge de la représenter à Berlin, les Oetker,
les Nebelhorn, tous ces vieux champions du droit
constitutionnel aux prises avec la tyrannie se tien-
nent pour satisfaits des biens qu'ils ont acquis, sans
demander à leur temps plus qu'il ne peut leur donner.

On manda d'Ostrowo (Posen), 13 octobre, à la
Gazette de Francfort:
« Un affreux malheur vient d'arriver en notre ville
de Ostrowo. Le 10 octobre, à 10 heures du soir, il y
eut une explosion dans la synagogue. Le gaz s'éleva tout
à coup, ce qui provoqua dans l'assemblée une panique
indécompréhensible. Les femmes rassemblées dans
le chœur se précipitèrent toutes vers les issues;
il y eut des blessures, des évanouissements, des
malades d'entre elles ont été foulées aux pieds.
D'après les journaux de la localité, vingt femmes ont
perdu la vie dans cette catastrophe; beaucoup d'autres
victimes ont été trouvées dans un état qui laisse
peu d'espoir de les sauver. »

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

Bulletin de la bourse de Londres.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

14 octobre. — La Bourse a ouvert ce matin avec un
aspect de lourdeur qui fut surtout attribué aux
préoccupations des spéculateurs, engagés en ce mo-
ment dans leurs spéculations de comptes de quinze
ans. Il ne faut donc pas s'étonner si, dans le cours
de la journée, on a vu la cote de la rente s'abais-
ser par l'inactivité du marché, et si les valeurs
sont généralement en baisse sur les prix de samedi.
Néanmoins les différences sont peu considérables et
si l'on en excepte les valeurs étrangères, répétons que
hien n'a été d'exceptionnel. Les cours ont été affectés
par les dernières nouvelles, les autres n'ont subi
qu'une dépréciation ordinaire à cette époque.

Le marché des valeurs publiques étrangères est
lourd et indécis. La rente française a baissé d'un
point, le 5 p. c. Italien 1861 d'un sixième, le 5 p. c.
Espagnol de 3/16, le 5 p. c. Turc 1865 de 1/16 et le
6 p. c. 1869 de 1/16. Le Péruvien 1872 a descendu d'un
point.

Quant aux actions des chemins de fer anglais, elles
sont aussi légèrement en baisse, celles de l'Érie ont
monté d'un huitième.

On a coté les fonds anglais:
3 p. c. consolidé, au comptant, 92 1/4 à 92 3/4
3 p. c. consolidé, à terme, 92 3/8 à 92 1/2
3 p. c. réduit et nouveau, 90 3/8 à 90 3/4
4 p. c. de l'Inde, 104 1/4 à 104 3/4
5 p. c. id., 110 3/4 à 110 1/4
Rente française: 51 1/2 à 52 0/0
5 p. c. 1870, 96 1/4 à 96 3/4
5 p. c. 1871, 92 1/4 à 92 1/2
Dito 1872, 92 1/4 à 92 1/2

La demande d'escompte à la Banque, comme chez
les autres banques, est en baisse. L'argent ne man-
que pas. Le taux moyen est de 5 3/4 p. c.; cependant,
dans quelques endroits, le bon papier à six mois se
place facilement à 5 1/2 p. c.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Madrid, 13 octobre.
Dans un télégramme que j'ai vu et adressé hier
soir, je vous ai dit que le mouvement du Ferrol
n'avait pas d'importance; j'ai eu raison. Je viens à
l'instant même de prendre connaissance de tous les
télégrammes transmis dans la nuit et ce matin au
ministère, ce qui me permet de vous donner une re-
lation exacte de tout ce qui s'est passé.

Hier matin, la ville du Ferrol a été prise d'une
insurrection ayant éclaté dans l'arsenal où de *Vie*
la République fédérale. Les insurgés, dont au premier
moment on avait exagéré le nombre (il s'élève, d'après
les derniers télégrammes, à un millier d'individus),
arborèrent le drapeau rouge, puis, précédés d'une
musique jouant l'hymne de Riego, firent une prome-
nade dans la ville; mais pas un seul des habitants
n'est uni à eux. Ils sont commandés par un certain
Nestor, capitaine de frégate en retraite, chassé autrefois
de la marine pour un motif peu honorable, et par le
brigadier Pozas. Ce dernier était, en 1848, chef d'une
bande carliste en Catalogne; il se présente un jour au
maréchal Cancho, lui offrant la soumission de ses hom-
mes moyennant la somme de 300 onces d'or et la reconnais-
sance de son grade. Ses conditions furent acceptées
et quand Pozas dit aux individus de sa bande qu'ils
pouvaient rentrer librement dans leurs familles, le
lieutenant protesta et cria à la trahison. Pozas le fit
fusiller séance tenante. En 1869, il se mit à la tête
d'un mouvement républicain à Tarragone; il fut fait
prisonnier et condamné à mort. Sa peine fut commuée
en celle de la déportation aux îles Philippines, d'où
il est retourné l'année dernière.

Les insurgés qui se sont fortifiés dans l'arsenal
sont, comme je le dis plus haut, au nombre de mille
environ; il y a cinq cents gardiens, cinquante ou-
vriers et neuf cents marins et journaliers. Ils n'ont
à leur disposition qu'un petit remorqueur et quelques
canots à bord desquels il ne leur sera pas possible
de prendre la fuite. D'un côté, la corvette *de la*
Mazarrón est stationnée à l'entrée de la rade et empêche
chaque sortie. D'un autre côté, le fort San Felipe est
occupé par deux cents soldats de l'infanterie de ma-
rine et domine l'arsenal.

Il n'est pas exact que le commandant général ait
été fait prisonnier par les rebelles. Le commandant
général, le lieutenant Pozas, le préfet maritime se sont
installés et fortifiés à la prison, attendant l'arrivée
des renforts que commandera le capitaine général de
la Corogne, parti en toute hâte pour le Ferrol où il
arrivera ce soir. Plusieurs insurgés se sont déjà
présentés ce matin aux autorités et ils ont raconté
que la nuit dernière s'est passée dans l'orgie et que
les émeutes sont très rares.

D'après ce qu'on assure les hommes qui se sont
présentés ce matin aux autorités, des sommes assez
considérables ont été distribuées ces jours derniers
aux marins et ouvriers de l'arsenal, dont une cer-
taine fraction politique aurait voulu exploiter les
sentiments de républicanisme exagéré.

Le mouvement du Ferrol devait être secondé par
un mouvement analogue sur d'autres points, mais,
au moment où j'écris ces lignes, la tranquillité publi-
que n'a été troublée nulle autre part.

Le gouvernement a reçu l'avis qu'il proposait d'une
manifestation qui doit avoir lieu demain dans Madrid
et dans quelques autres villes, contre l'appel des
40 mille hommes du tirage au sort de cette année,
on cherche à provoquer du désordre. Le ministère
ne peut, aux termes de la Constitution, empêcher
cette manifestation, mais toutes les mesures sont
prises pour réprimer vigoureusement toute tentative
de désordre qui pourrait être faite.

Je ne sais si l'Adresse en réponse au discours de
la Couronne pourra être votée ou non; la plus grande
part de la séance a été aujourd'hui employée aux
affaires du Ferrol, et M. Salmeron, de l'opposition
républicaine, le dernier orateur inscrit pour com-
battre l'Adresse, prend la parole très-tard. Dans la
séance d'hier, trois brillants discours ont été pro-
noncés, l'un par M. Romero Ortiz, de l'Union libé-
rale, le seul homme de ce parti franchement dévoué
aux institutions actuelles; le second par M. Canlejas,
membre de la commission, et le troisième par
M. Martos, ministre d'État.

Ce dernier s'est surpassé hier, et son discours a été
interrompu à plusieurs reprises par des applaudis-
sements frénétiques.

M. Romero Ortiz ayant comparé le fait de la der-
nière dissolution des Cortes au 18 brumaire, M. Mar-
tos a fait comprendre l'absurdité d'une comparaison
pareille. Dans cette circonstance, le Roi, sans trou-
per, sans canons, sans tambour et sans Bonaparte, a
simplement exercé un droit que lui octroie la Consti-
tution.

ritable regret les procédés des autorités princières à
l'égard du consul de Grèce à Braila, et dont l'agent
de V. A. S. a fait part.

Je ne crois pas avoir besoin, mon prince, de
m'appesantir sur ce sujet. La connaissance que j'ai
de l'esprit de conciliation et d'équité de V. A. S. me
permet d'espérer qu'elle voudra bien terminer l'inci-
dent dont il s'agit à la satisfaction des parties inté-
ressées.

V. A. S. a dû également être frappée comme moi,
de la manière dont les agents ont cru pouvoir man-
quer au respect dû au bérail délégué au consul sus-
mentionné par le chancelier du divan impérial. En
formément aux actes nationaux et sur la demande de
la légation de S. M. I. Constantinople, les autorités
princières ont méconnu les droits du gouvernement impérial.
En effet, c'est en vertu des traités conclus entre le gou-
vernement impérial et les puissances étrangères, que
ses derniers, et spécialement des consuls dans les prin-
cipaux ports, ont exercé leurs fonctions au même
titre que leurs collègues dans le reste de l'Empire en
vertu du firman impérial qui leur a accordé leurs
nomination.

L'esprit de justice et d'équité qui caractérise
V. A. S. ainsi que les assurances qu'elle nous a fait
donner par M. Costaflo, lors du dernier passage par
le Danube de S. E. le ministre des affaires étrangères
de S. M. I. le Sultan, nous ont un sûr garant que
vous voudrez bien, mon prince, donner une répar-
ation en rapport avec la gravité du fait, et ordonner
en même temps que de pareils actes ne se ré-
nouvelent plus à l'avenir.

Veuillez agréer, mon prince, les assurances de ma
très-haute considération.

Le *Times*, après avoir annoncé la mort
de M. Seward, donne les détails biogra-
phiques suivants sur cet homme d'État, dont le nom
est connu dans les deux hémisphères:

M. William Henry Seward, ancien secrétaire
d'État du gouvernement fédéral, est né le 27
mars à Auburn-New-York, le 10. Il était originaire
du pays de Galles, mais il naquit dans l'État de New-
York le 16 mai 1819. Il fut pour un homme qui
réunit dans sa personne deux professions, celle de
commerçant et celle de médecin, et qui, après avoir
acquis une belle fortune par son courage et son in-
dustrie, fut nommé juge dans l'État de New-York.
En 1850, il fut élu sénateur de l'État de New-York
et en 1851, il fut élu gouverneur de l'État. En 1853,
il fut élu sénateur de l'Union. Après avoir été quel-
ques années professeur d'école en Géorgie, il fut
appelé au barreau, en 1822, et se fixa à Auburn où
il fut élu avocat. En 1825, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1828, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1831, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1834, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1837, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1840, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1843, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1846, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1849, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1852, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1855, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1858, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1861, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1864, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1867, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1870, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1873, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1876, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1879, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1882, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1885, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1888, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1891, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1894, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1897, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1900, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1903, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1906, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1909, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1912, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1915, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1918, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1921, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1924, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1927, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1930, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1933, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1936, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1939, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1942, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1945, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1948, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1951, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1954, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1957, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1960, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1963, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1966, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1969, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1972, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1975, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1978, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1981, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1984, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1987, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1990, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1993, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1996, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 1999, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2002, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2005, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2008, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2011, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2014, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2017, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2020, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2023, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2026, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2029, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2032, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2035, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2038, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2041, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2044, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2047, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2050, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2053, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2056, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2059, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2062, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2065, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2068, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2071, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2074, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2077, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2080, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2083, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2086, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2089, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2092, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2095, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2098, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2101, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2104, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2107, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2110, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2113, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2116, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2119, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2122, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2125, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2128, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2131, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2134, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2137, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2140, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2143, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2146, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2149, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2152, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2155, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2158, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2161, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2164, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2167, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2170, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2173, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2176, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2179, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2182, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2185, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2188, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2191, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2194, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2197, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2200, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2203, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2206, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2209, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2212, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2215, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2218, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2221, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2224, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2227, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2230, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2233, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2236, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2239, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2242, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2245, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2248, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2251, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2254, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2257, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2260, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2263, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2266, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2269, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2272, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2275, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2278, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2281, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2284, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2287, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2290, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2293, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2296, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2299, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2302, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2305, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2308, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2311, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2314, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2317, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2320, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2323, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2326, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2329, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2332, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2335, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2338, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2341, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2344, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2347, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2350, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2353, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2356, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2359, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2362, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2365, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2368, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2371, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2374, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2377, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2380, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2383, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2386, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2389, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2392, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2395, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2398, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2401, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2404, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2407, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2410, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2413, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2416, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2419, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2422, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2425, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2428, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2431, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2434, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2437, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2440, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2443, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2446, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2449, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2452, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2455, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2458, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2461, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2464, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2467, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2470, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2473, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2476, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2479, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2482, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2485, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2488, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2491, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2494, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2497, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2500, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2503, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2506, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2509, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2512, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2515, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2518, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2521, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2524, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2527, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2530, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2533, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2536, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2539, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2542, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2545, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2548, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2551, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2554, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2557, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2560, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2563, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2566, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2569, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2572, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2575, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2578, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2581, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2584, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2587, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2590, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2593, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2596, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2599, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2602, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2605, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2608, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2611, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2614, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2617, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2620, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2623, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2626, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2629, il fut élu juge de la
ville de New-York. En 2632, il fut

